

## Fonds d'investissement LBO : Bocquet (PCF) demande une commission d'enquête

le 23/10/2007 à 14:25

---



Le député PCF du Nord Alain Bocquet a de nouveau réclamé mardi une commission d'enquête parlementaire sur le mécanisme financier dit du Leverage buy out (LBO, rachat d'une entreprise à crédit par l'endettement) et son coût social.

Le LBO "pose des questions sur l'ampleur du phénomène dans l'économie française, l'origine des opérateurs et des fonds, les conséquences pour les entreprises, l'emploi, les salaires et les conditions de travail, et les solutions alternatives", a souligné M. Bocquet lors d'une conférence de presse à l'Assemblée. Selon les chiffres avancés mardi, plusieurs centaines d'entreprises seraient concernées en France par des LBO, "avec à la clé précarité et suppression d'emplois pour assurer la rentabilité", selon l'élu du Nord, qui avait déjà demandé une commission d'enquête fin 2006.

"Demain n'importe quel groupe peut-être concerné, comme par exemple la tentative de rachat de Vivendi par le groupe KKR (fonds d'investissements américains) qui était prêt à mettre 40 milliards d'euros", a indiqué Philippe Matzkowski, président du collectif LBO.

Ce rachat par endettement, s'il s'était concrétisé fin 2006, aurait été le plus important de ce type jamais réalisé dans le monde.

Le LBO est la technique la plus répandue parmi les fonds pour acheter des entreprises. Ils rachètent à crédit et remboursent la dette générée par le rachat en puisant dans les bénéfices dégagés grâce à un effort de rentabilité de l'entreprise. L'idée est de pouvoir revendre la société au bout de quelques années avec une plus-value.